

### L'énergie

Il est peu probable que la société nationale des pétroles dont on propose la création réussisse à trouver du pétrole ou du gaz au large de la côte est ou dans toute autre région du Canada.

Pourquoi en est-il ainsi? Pourquoi faut-il nécessairement qu'elle échoue? Quelles preuves a-t-on que les sociétés pétrolières nationales réussissent moins bien?

**M. Yewchuk:** Surtout parce que c'est vous qui la dirigerez.

**M. Macdonald (Rosedale):** Le député d'Athabaska (M. Yewchuk) est probablement au courant des activités dans ce domaine. Sans doute sait-il que le gouvernement français s'adonne à la recherche de pétrole en Alberta par l'entremise de sa société ERAP et d'Aquitaine, sa filiale canadienne, qui est l'une de celles qui ont trouvé le plus de gaz naturel dans cette province.

**Des voix:** Bravo!

**M. Macdonald (Rosedale):** Le député sait sans doute aussi que la société British Petroleum, propriété à 50 p. 100 du gouvernement britannique, a obtenu des succès analogues non seulement au Canada mais partout dans le monde. En fait, l'un des porte-parole de l'industrie pétrolière canadienne—il saurait être plus avisé, lui qui a déjà travaillé pour la société française—a participé à la découverte de l'important gisement au large des côtes du Labrador. La découverte dans l'Est du Canada est due aux efforts de Total, filiale de la Compagnie française des pétroles, deuxième des sociétés pétrolières nationales de France, et d'une filiale de la société nationale des pétroles d'Italie. A mon avis, l'attitude adoptée par l'industrie et le chef de l'opposition, soit que cette mesure découragera les entreprises privées établies au Canada...

● (1700)

**M. Stanfield:** Cela dépendra des conditions.

**M. Macdonald (Rosedale):** Le député dit que cela découragerait les projets privés. Monsieur l'Orateur, pourquoi les députés de l'opposition acceptent-ils que les gouvernements étrangers agissent au Canada par l'entremise de leurs sociétés nationales du pétrole tout en prétendant que les Canadiens ne pourraient pas en faire autant?

**Des voix:** Bravo!

**M. Paproski:** C'est parce que vous n'avez jamais eu l'initiative de le faire. Voilà le sacré problème.

**L'Orateur suppléant (M. Boulanger):** Le député de Calgary-Sud (M. Bawden) invoque-t-il le Règlement?

**M. Bawden:** Le ministre me permettrait-il une question?

**M. Macdonald (Rosedale):** Monsieur l'Orateur, je serais enchanté qu'on me pose une question à la fin de mes remarques. Le point essentiel du discours que le premier ministre a prononcé jeudi dernier, c'est qu'une politique nationale doit avant tout viser à amener la population canadienne en général à compter davantage sur le pétrole produit au pays pour son approvisionnement. Et d'ici huit ou dix ans, à mesure que ces divers changements seront apportés à notre politique, il importerait au plus haut point d'orienter la politique énergétique du pays de façon à veiller à ce que l'objectif soit atteint.

Tous les Canadiens conviendront, je crois, que non seulement l'économie canadienne devrait compter sur des sources d'approvisionnement au Canada mais que nous devrions également éviter dans toute la mesure du possi-

[M. Macdonald (Rosedale).]

ble de nous trouver de nouveau dans une situation de dépendance envers des sources d'approvisionnement étrangères qui pourraient nous faire défaut pour des raisons politiques. A vrai dire, des démarches sont déjà engagées pour modifier cette politique. Dans la province d'Ontario, par exemple, où jusqu'ici une proportion importante de notre marché de fuel domestique dépendait de la production importée d'outre-mer, il y a maintenant des installations de raffinage en voie de construction qui, d'ici plusieurs années, permettront à l'industrie de raffinage de la province, qui doit compter sur le stock d'alimentation de l'Ouest, de répondre à la demande de fuel domestique de tout le marché ontarien.

Nous avons amorcé des consultations avec la province de Québec et également avec la société Interprovincial Pipe-Line Company en vue d'entreprendre d'ici peu des travaux pour prolonger l'oléoduc de l'Interprovincial Pipe-Line, qui passerait soit par Sault-Sainte-Marie, soit par Sarnia, de façon à alimenter partiellement les raffineries montréalaises en pétrole brut canadien.

Nous avons parlé de la possibilité de prévoir non seulement l'acheminement par cet oléoduc d'une certaine proportion du stock d'alimentation de source canadienne, mais également une plus grande capacité, afin qu'advenant une urgence comme celle que nous connaissons en ce moment, nous soyons en mesure de livrer plus de pétrole canadien sur le marché de Montréal, et qu'avec la possibilité d'inverser le mouvement par l'oléoduc de Portland, nous soyons également en mesure d'acheminer une certaine proportion de ce pétrole sur la côte de l'Atlantique.

Nous assistons à la réalisation d'une entreprise que certaines sociétés pétrolières jugeaient impossible, c'est-à-dire l'acheminement de quantités considérables de pétrole grâce au pipe-line Transmountain via le port de Vancouver et le canal de Panama, vers les ports de l'Est en outre, grâce au déplacement progressif du pétrole brut canadien de Puget Sound, à cause du pipe-line Alyeska, il sera plus facile de satisfaire les besoins du marché de la côte atlantique avec le pétrole brut du Canada.

L'une des grandes questions soulevées relativement à l'importance accrue accordée aux sources d'approvisionnement canadiennes est celle des projets d'au moins trois des provinces de l'Est, Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse, de construction de ports pour superpétroliers d'où, grâce à un grand réseau de pipe-lines, le pétrole serait acheminé aux raffineries de Montréal. On peut envisager la question de deux points de vue.

D'abord, du point de vue de l'approvisionnement, pareille proposition pourrait accroître notre dépendance sur le pétrole étranger et, de moins dans certaines circonstances, nous exposer à rendre nos approvisionnements bien peu sûrs. D'autre part, elle comporte un avantage en ce sens que, vu les dimensions immenses et le nombre de bateaux-citernes et les économies d'échelle qu'ils représentent, le pétrole pourrait être acheminé au marché de Montréal par pipe-line soit du bas Saint-Laurent, ou de Lorneville ou de Canso. Nous avons trois options: le bas Saint-Laurent, le port en eau profonde à Saint-Jean et le port de Canso. Quant à déterminer lequel des trois endroits fera le meilleur port pour le raccord d'un pipeline vers Montréal sera une décision difficile à prendre tant au palier national qu'au palier régional.